premier ministre de l'Ontario pour qu'il envoie quelqu'un au Québec afin de transiger avec ces gens et voir si nous ne pourrions pas nous orienter autrement que nous ne semblons le faire, parce que le gouvernement fédéral ne paraît pas être en mesure de faire quoi que ce soit pour nous en empêcher. Voici ce texte:

De prime abord du moins, personne ne s'oppose sérieusement à l'étude qu'entreprendra les prochains semaines un groupe de spécialistes afin de découvrir les répercussions éventuelles du séparatisme sur la population de la province de Québec.

Des entrevues avec des membres distingués de l'Assemblée législative et de hauts fonctionnaires, ont confirmé que l'initiative était bien vu de tous côtés. Un député à l'Assemblée législative—qui nous a demandé de ne pas publier son nom—a affirmé qu'à son avis, même les séparatistes ne seraient pas «fâchés» de ce que le gouvernement, en l'occurrence, «reconnaisse un fait patent».

Il a ajouté que ce groupe de spécialistes—qui doivent encore être désignés—tâtera, en réalité, le pouls de la population pour faire rapport sur les véritables conséquences qu'aurait pour elle la scission du Québec.

Le premier ministre nous a dit qu'il ne se propose pas de présider à la dissolution du Canada. Je lui dirai qu'il est temps d'assumer une attitude plus positive, plus concrète, que son silence actuel à ce sujet ne semble indiquer:

Hier, le comité parlementaire sur la constitution a décidé d'inviter un certain nombre de spécialistes à rechercher les «répercussions possibles qu'aurait l'indépendance de Québec sur les aspects économiques, politiques, sociaux et culturels du problème».

Je dirais qu'il y a un point auquel on ne semble pas avoir fait attention dans cette étude: ce sont les répercussions économiques, culturelles et sociales sur le reste du Canada. Par une ironie assez amère, c'est en ce moment même que la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme se déplace dans tout le pays, et surtout dans les régions anglophones du Canada, invitant les Canadiens anglais à réfléchir à la possibilité d'une plus grande compréhension à l'égard de ce qui se passe dans la province de Québec, sans toutefois trouver de véritable solution. Quelle ironie de voir ces deux commissions fonctionner simultanément!

Je continue à citer l'article en question, monsieur l'Orateur:

Mais selon la plupart des autorités, ce n'est pas ce que le groupe d'experts constateront qui constitue le principal problème; c'est ce que le comité sur la constitution est prêt à accepter comme fait et à recommander à l'Assemblée législative.

Tel est, à leur dire, le point le plus important. Peu importe les personnes qui participent activement à l'étude sur le séparatisme, leurs conclusions influenceront sur la politique du gouvernement pour bien des années à venir.

Cela saute aux yeux, et pourtant le gouvernement fédéral n'a même pas jugé bon de prendre position à cet égard sauf pour ce qui

est de certains ministres fédéraux qui, de passage dans le Québec, exhortent les gens à s'abstenir de parler de séparatisme.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre! Je regrette d'interrompre l'honorable député mais son temps de parole est expiré.

M. Fisher: Monsieur l'Orateur, je ne veux pas contester votre décision mais je surveillais l'heure et il me semble avoir commencé à parler à dix heures et trois.

M. l'Orateur suppléant: Il y a un chronométrateur au bureau, et il a tenu compte de l'heure où l'honorable député de Port-Arthur a commencé à parler. On me dit qu'il a commencé à 10 heures et une; comme il est 10 heures et huit, son temps de parole est expiré.

Une voix: Il n'a pas commencé à ce moment-là.

M. l'Orateur suppléant: Le représentant comprendra que je ne veuille pas être mêlé à une dispute. S'il estime avoir droit à une autre minute, je ne voudrais sûrement pas l'en priver. La Chambre est-elle d'accord?

Des voix: Entendu!

M. Fisher: Je poursuis la lecture de l'article:

Dans l'ensemble, les membres du cabinet sont favorables à l'idée d'une enquête sur le séparatisme. Aucun d'entre eux ne désire être identifié, mais ils attendent avec impatience le rapport de la Commission.

D'après eux, une analyse raisonnée de la «révolution au Québec» sera profitable au parti au pouvoir, car ce dernier pourra faire échec à tout membre de l'opposition qui essaie de faire la cour aux séparatistes.

Un ministre m'a déclaré hier après-midi: «Si le mouvement s'avère profitable tant sur le plan économique que sur les plans des sentiments, le gouvernement devra forcément préconiser la séparation du reste du Canada.»

Monsieur l'Orateur, si je consigne ces faits au compte rendu, c'est pour signaler les graves répercussions qui pourraient découler de l'étude en question si le gouvernement national—je suppose qu'il y en a encore un—n'annonce pas publiquement l'attitude qu'il se propose de prendre à cet égard.

M. Jack Davis (secrétaire parlementaire du premier ministre): Monsieur l'Orateur, à mon avis, le premier ministre a établi sa position bien clairement. La séparation est impensable. Permettez-moi de citer un extrait du discours que prononçait le premier ministre lors du débat sur le budget et qui est consigné à la page 2254 du hansard du 14 avril 1964. Je cite:

Chaque province doit être en mesure d'exercer ses droits et d'assumer ses responsabilités, et le Québec se trouve, à cet égard, dans une situation spéciale. Il faut également accepter et établir que le Canada est au-dessus de toutes les provinces,